



ECONOMAT
DES
ARMÉES

DIRECTION GENERALE
DIRECTION DES ACHATS

Procédure adaptée (MAPA)
DCE n°2024/1488/EdA-DA du 18/10/2024

**Fourniture d'alcools et spiritueux hors droits et taxes au
profit des clients de la base navale de Toulon**

Cahier des clauses particulières (CCP)
Applicable à l'ensemble des accords-cadres à bons de commande

Annexe 1 - Autorités chargées de l'exécution des accords-cadres à bons de commande
Annexe 2 - Classification des litiges et autorités chargées de leur traitement
Annexe 3 - Tableau récapitulatif des chiffres d'affaires trimestriels
Annexe 4 - Tableau trimestriel récapitulatif des factures
Annexe 5 – Document de référencement de nouveaux produits
Annexe 6 – Protocole de sécurité
Annexe 7 – Carte achat

S O M M A I R E

ARTICLE 1 – OBJET DE L’ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE	4
ARTICLE 2 – CARACTÉRISTIQUES DE L’ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE	4
2.1. Parties contractantes et bénéficiaires	4
2.2. Forme et nature de l’accord-cadre à bons de commande.....	4
2.3. Durée de l’accord-cadre à bons de commande	4
2.4. Modifications éventuelles de l’accord-cadre a bon de commande	5
ARTICLE 3 – PIÈCES DE L’ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE	5
3.1. Priorité des pièces	5
3.2. Exhaustivité des pièces de l’accord-cadre à bons de commande.....	6
ARTICLE 4 – PRIX.....	6
4.1. Forme et nature des prix	6
4.2. Ajustement des prix	6
4.3. Clause de sauvegarde	7
ARTICLE 5 – MODALITÉS D’EXÉCUTION.....	7
5.1. Autorités chargées de l’exécution de l’accord-cadre à bons de commande	7
5.2. Schéma d’exécution de l’accord-cadre à bons de commande	7
5.3. Processus de commande	8
5.4. Evolution de la liste des produits	8
5.4.1. <i>Substitution de produits</i>	8
5.4.2. <i>Prix promotionnels</i>	9
5.4.3. <i>Référencement de nouveaux produits</i>	9
5.5. Modifications éventuelles des référentiels produits ou fournisseur.....	9
5.6. Clauses techniques particulières	9
5.6.1. Les produits.....	9
5.6.1.1. <i>Descriptions</i>	9
5.6.1.2. <i>Conditionnement et étiquetage</i>	10
5.6.2 Système de management de la qualité et Contrôles du site par le Pouvoir Adjudicateur	12
5.6.3. Protection de la chaîne alimentaire contre les risques d’actions malveillantes, criminelles ou terroristes	14
ARTICLE 6 - MODALITÉS DE LIVRAISON	15
6.1. Conditions de livraison	15
6.1.1. <i>Conditions générales</i>	15
6.2. Processus de livraison	15
6.2.1. <i>Horaires de livraison</i>	15
6.2.2. <i>Bons de livraison</i>	15
6.2.3. <i>Contrôles à la livraison</i>	16
6.2.4. <i>Responsabilité du titulaire</i>	16
ARTICLE 7 - MODALITÉS FINANCIÈRES	17
7.1. Choix du mode de règlement	17
7.2. Facturation	17
7.3. Modalités de règlement.....	17
7.4. Intérêts moratoires	17
7.5. Nantissement.....	18
7.6. Acomptes et avances.....	18
7.7. Rémunération de l’EdA au titre de l’intermédiation contractuelle	18
7.7.1. <i>Procédure</i>	Erreur ! Signet non défini.
7.7.2. <i>Défaut de déclaration</i>	19

ARTICLE 8 – SANCTIONS – LITIGES – CONSIGNES DE SÉCURITÉ	19
8.1. Sanctions et pénalités	19
8.2. Exécution aux frais et risques	21
8.3. Résiliation	21
8.3.1. Résiliation de plein droit	21
8.3.2. Résiliation d'un commun accord entre les parties	22
8.3.3. Résiliation aux torts exclusifs du titulaire.....	22
8.3.4. Autres cas de résiliation unilatérale par le pouvoir adjudicateur	22
8.4. Consignes de sécurité.....	22
8.5. Confidentialité.....	23
8.6. Litiges	23
ARTICLE 9 – DEROGATIONS AUX ARTICLES DU CCAG/FCS	23

ARTICLE 1 – OBJET DE L'ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE

L'accord-cadre à bons de commande a pour objet la fourniture d'alcools et spiritueux hors droits et taxes au profit de la base navale de Toulon. Il s'agit d'un accord-cadre à bons de commande pour lequel l'EdA, centrale d'achat, agit pour le compte d'un autre pouvoir adjudicateur (intermédiation contractuelle).

La fourniture comprend l'approvisionnement, le stockage, le conditionnement et le colisage, le transport, la livraison à (aux) l'adresse(s) indiquée(s) en annexe 1 au présent document, la facturation, la gestion des litiges, le paiement de la rémunération de l'EdA au titre de l'intermédiation contractuelle.

Le titulaire prend toutes les dispositions nécessaires pour mettre en œuvre tous les moyens d'exécution des prestations afin d'assurer un démarrage optimal : recrutements éventuels, achats de matériels, demandes d'habilitation, établissement des documents d'hygiène et de sécurité, etc.

ARTICLE 2 – CARACTÉRISTIQUES DE L'ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE

2.1. PARTIES CONTRACTANTES ET BENEFICIAIRES

L'accord-cadre à bons de commande est conclu entre :

↳ D'une part, **l'Economat des Armées (EdA)** en la personne de son directeur général, ci-après dénommé « le pouvoir adjudicateur ».

↳ D'autre part, **la société** dont l'acte d'engagement a été approuvé, ci-après dénommée « le titulaire ».

Les bénéficiaires de l'accord-cadre à bons de commande sont les formations clientes (GSC/Pôle Toulon/Succursale logistique vivres) qui procèdent aux commandes, réceptions, paiements des factures, traitements des litiges de 1^{er} et 2^{ème} niveau avec le titulaire, et transmettent à l'EdA des informations sur la qualité des prestations du titulaire et les éventuelles anomalies constatées.

2.2. FORME ET NATURE DE L'ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE

La présente procédure adaptée vise à passer un accord-cadre à bons de commande, sans minimum en quantité ou en valeur et dont le maximum financier est fixé à 221 000€ correspondant au seuil européen de passation des procédures formalisées applicable à l'Economat des Armées (reconductions potentielles incluses). La liste complète des articles est indiquée dans l'annexe 1 à l'acte d'engagement.

Le montant financier estimatif sur la durée totale potentielle de l'accord-cadre est d'environ 75 000 € HT, soit 25 000 € HT annuel.

L'accord-cadre à bons de commande donne lieu à l'émission de commandes notifiées au titulaire par bons de commande transmis par les formations clientes (GSC/Pôle Toulon/Succursale logistique vivres).

2.3. DUREE DE L'ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE

L'accord-cadre à bons de commande prend effet à compter de sa notification pour une période de 12 mois, cette date constituant la date anniversaire de l'accord-cadre à bons de commande considéré.

Le début d'exécution des approvisionnements est estimé au 19 avril 2025.

L'accord-cadre à bons de commande est tacitement reconductible deux (2) fois douze (12) mois à compter de la date anniversaire.

Cas de non-reconduction :

- **Non-reconduction par le pouvoir adjudicateur** : celui-ci doit en informer le titulaire au plus tard deux (2) mois avant la date anniversaire de l'accord-cadre à bons de commande. Dans ce cas, le

titulaire est tenu à l'entière exécution des engagements souscrits pendant la durée effective restante de l'accord-cadre à bons de commande.

- **Non-reconduction par le titulaire** : celui-ci doit en informer le pouvoir adjudicateur au moins six (6) mois avant la date d'anniversaire de l'accord-cadre à bons de commande. Le titulaire reste tenu à l'entière exécution des engagements souscrits pendant la durée restante de l'accord-cadre à bons de commande.

2.4. MODIFICATIONS EVENTUELLES DE L'ACCORD-CADRE A BON DE COMMANDE

L'accord-cadre à bons de commande peut être réexaminé par voie d'acte de modification (anciennement « avenant ») dans les cas suivants :

- la prorogation de la durée de l'accord-cadre à bon de commande est possible dans la limite d'une durée totale de quatre (4) ans ;
- l'intégration de prestations nouvelles nécessaires liées à l'objet de l'accord-cadre à bons de commande.
- Toute modification nécessaire à la bonne exécution de l'accord-cadre à bons de commande.

ARTICLE 3 – PIÈCES DE L'ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE

3.1. PRIORITE DES PIECES

L'accord-cadre à bons de commande est régi par les pièces énumérées ci-après.

3.1.1. PIECES SPECIFIQUES

Par ordre de priorité décroissante (notamment dans le cas où certains documents se contrediraient), les pièces spécifiques de l'accord-cadre à bons de commande sont :

- 1°) l'acte d'engagement (AE) et ses annexes,
- 2°) le présent cahier des clauses administratives particulières (CCP) et ses annexes ;
- 3°) l'offre du titulaire ;

Ces pièces sont établies en un exemplaire original. Elles sont conservées dans les archives du pouvoir adjudicateur et font seules foi.

- 4°) les bons de commande.

3.1.2. PIECES GENERALES

Les pièces générales régissant l'accord-cadre à bons de commande sont :

- le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de fournitures courantes (CCAG/FCS) passés au nom de l'Etat (arrêté du 30 mars 2021 et ses modificatifs), sauf dérogations mentionnées à l'article 9 du présent CCP ;

Documents de référence

Les énumérations du présent document, les spécifications techniques du Groupe d'Etude des Marchés de Restauration Collective et Nutrition (GEMRCN), le code des usages professionnels, le guide des recommandations pour la protection de la chaîne alimentaire contre les risques d'actions malveillantes, criminelles ou terroristes, les recommandations et normes applicables aux produits sont ceux en vigueur au moment de la rédaction des documents.

Les éventuelles modifications législatives et réglementaires survenant en cours d'exécution de l'accord-cadre à bons de commande se substituent aux documents de référence.

3.1.3. DISPOSITIONS GENERALES APPLICABLES AUX PIECES DE L'ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE

L'accord-cadre à bons de commande est régi par les lois et règlements applicables en France exclusivement. Il est précisé que tout document ou correspondance relatif à l'accord-cadre à bons de commande doit être rédigé en langue française.

3.2. EXHAUSTIVITE DES PIECES DE L'ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE

L'accord-cadre à bons de commande, constitué des documents contractuels définis à l'article 3.1.1, exprime l'intégralité des obligations contractuelles des parties. Tout changement doit être approuvé expressément par les deux parties avant d'être applicable. Les éventuelles modifications sont faites par écrit.

Les dispositions de l'accord-cadre à bons de commande prévalent sur celles qui figurent dans les documents de réponse, lettres ou autres documents échangés entre le pouvoir adjudicateur et le titulaire préalablement à la signature de l'accord-cadre à bons de commande.

Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le titulaire ne peut s'intégrer à l'accord-cadre à bons de commande. Il en est ainsi, sans que cette liste soit exhaustive, des conditions figurant sur les factures, le(s) catalogue(s) du fournisseur, les documents commerciaux pour les services et fournitures concernés par l'accord-cadre à bons de commande visé.

ARTICLE 4 – PRIX

4.1. FORME ET NATURE DES PRIX

Les prix des produits sont des prix franco de port, c'est-à-dire des prix produits livrés aux formations clientes (GSC/Pôle Toulon/Succursale logistique vivres).

Les prix des produits sont hors taxe et hors droits avec au plus deux décimales. Ils sont fixés dans le tableau de présentation des prix, objet de l'annexe 1 de l'acte d'engagement.

Les prix comprennent :

- l'ensemble des dépenses nécessaires à la fourniture des produits ;
- le conditionnement, l'emballage et les frais divers ;
- la livraison jusqu'au quai des bateaux ;
- la rémunération de l'EdA au titre de l'intermédiation contractuelle (indiquée sur l'annexe 1 à l'acte d'engagement).

Ces prix sont fermes et ajustables selon les conditions fixées ci-dessous. Les prix de référence sont ceux en vigueur aux dates de passation des commandes.

Le mois d'établissement des prix de l'accord-cadre à bons de commande est janvier 2025.

4.2. AJUSTEMENT DES PRIX

L'ajustement des prix se fait à la baisse comme à la hausse.

A chaque 1^{er} avril, le titulaire ou le pouvoir adjudicateur peut proposer un ajustement de prix. Le titulaire ou le pouvoir adjudicateur transmet à cet égard à l'autre partie, par e-mail ou courrier, les nouveaux tarifs proposés ainsi que tous les documents justifiant de cette hausse, **avec un préavis minimum de 45 jours calendaires avant le 1^{er} avril. A défaut de transmission dans ce délai, les anciens prix sont reconduits pour l'année.**

En cas d'ajustement proposé par le titulaire, les justifications sont étudiées par l'EdA afin de déterminer leur pertinence.

Les pièces justificatives pertinentes peuvent prendre les formes suivantes :

- les valeurs des indices professionnels de référence en cas de proposition de formule d'ajustement des prix (indices adaptés au secteur, pertinents et probants) ;
- les articles de presse d'organisations professionnelles, de syndicats professionnels, de presse nationale ou internationale, etc.

L'ajustement proposé par l'EdA s'appuie sur des baisses dont il a connaissance, en tenant notamment compte des indices professionnels. Les pièces justificatives sont transmises au titulaire.

L'EdA peut également demander au titulaire une nouvelle proposition tarifaire au regard des baisses constatées à la lecture de la conjoncture des produits.

L'application des nouveaux prix doit être approuvée par écrit par l'autre partie préalablement à son entrée en vigueur, au vu des justifications avancées.

Les nouveaux prix prennent effet au 1^{er} avril sous réserve qu'ils soient acceptés et notifiés aux clients (GSC/Pôle Toulon/Succursale logistique vivres).

Toute commande notifiée au titulaire avant la date d'application du nouveau tarif est exécutée au prix de l'ancien tarif.

En cas de circonstances exceptionnelles, le titulaire ou le pouvoir adjudicateur peut proposer des ajustements en cours d'année pour les produits concernés (exemples : évolution de la fiscalité, aléas climatiques, surproduction d'un type de denrée, etc.).

4.3. CLAUSE DE SAUVEGARDE

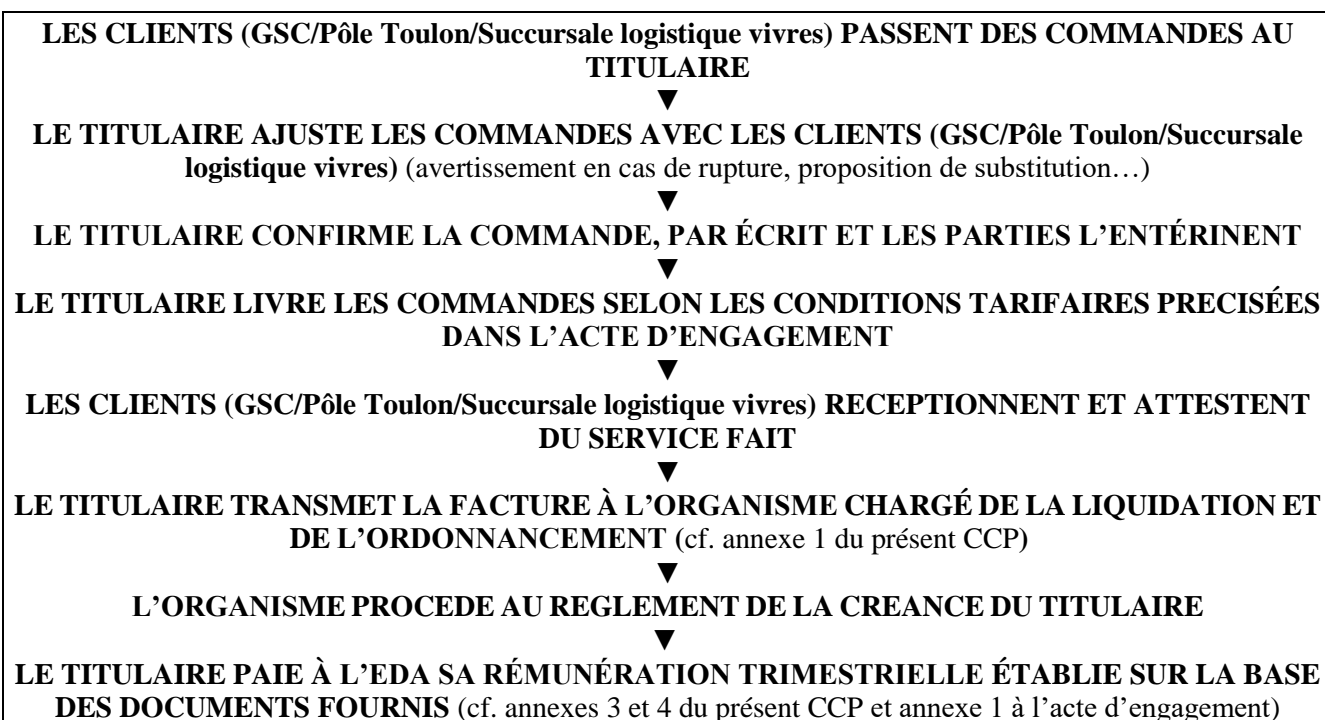
Le pouvoir adjudicateur résilie l'accord-cadre à bons de commande sans indemnité pour le titulaire, dans le cas où l'évolution tarifaire qu'il propose ne s'appuie pas sur des justifications jugées valables par le pouvoir adjudicateur (ex : indices professionnels, etc.) et ou dépasse 3% par an.

ARTICLE 5 – MODALITÉS D'EXÉCUTION

5.1. AUTORITES CHARGÉES DE L'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE

Tous les renseignements nécessaires concernant les formations clientes figurent en annexe 1 au présent document.

5.2. SCHEMA D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE



5.3. PROCESSUS DE COMMANDE

Le processus de commande est géré directement entre le titulaire de l'accord-cadre à bons de commande et les formations clientes (GSC/Pôle Toulon/Succursale logistique vivres).

Les bons de commande doivent impérativement mentionner :

- les noms et adresse de les formations clientes (GSC/Pôle Toulon/Succursale logistique vivres) ;
- le numéro de l'accord-cadre à bons de commande ;
- le numéro de l'engagement juridique de l'accord-cadre à bons de commande, le cas échéant ;
- le nom du fournisseur titulaire de l'accord-cadre à bons de commande (la société) ;
- le numéro du bon de commande ;
- la date d'émission de la commande ;
- la(es) date(s) prévue(s) de(s) livraison(s) et la plage horaire de livraison des clients (GSC/Pôle Toulon/Succursale logistique vivres) ;
- le code article pour chaque produit commandé ;
- la nature des produits ;
- la quantité commandée par produit ;
- le montant unitaire de chaque produit ;
- le montant total de la commande ;
- l'adresse de facturation ;
- le nom et signature de la personne habilitée à passer commande.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'à l'expiration de la durée de validité de l'accord-cadre à bons de commande. Leur durée d'exécution maximale est d'un mois à compter de leur réception par le titulaire ; elle ne peut être supérieure à un mois après la fin de l'accord-cadre à bons de commande.

5.4. EVOLUTION DE LA LISTE DES PRODUITS

5.4.1. SUBSTITUTION DE PRODUITS

Il est rappelé qu'en cas de rupture, le titulaire a l'obligation contractuelle de proposer des produits de substitution afin de pallier cette carence. Un article de substitution est un produit ayant des caractéristiques techniques et qualitatives équivalentes au produit substitué de l'accord-cadre à bons de commande et un même rapport prix/poids.

- **Substitution ponctuelle de produits** : en cas de rupture temporaire de disponibilité des produits, des produits de substitution sont proposés par le titulaire. L'article de substitution est proposé à la réception de la commande ou au plus tard lors de la confirmation, c'est-à-dire en J+2 (J étant le jour de passation de la commande). Le titulaire doit obtenir l'accord express des formations clientes (GSC/Pôle Toulon/Succursale logistique vivres) pour la commande de substitution. Les formations clientes (GSC/Pôle Toulon/Succursale logistique vivres) ne doit pas supporter de diminution de qualité ou de surcoût quand les produits substitués sont d'un prix supérieur à ceux commandés.
- **Substitution définitive de produits** : dans le cas d'une rupture définitive de produit, ou d'une rupture à long terme (produit indisponible pendant plusieurs semaines par exemple) le titulaire doit immédiatement demander le référencement du produit de substitution au pouvoir adjudicateur (Economat des Armées), par le biais du document fourni en annexe 5 au présent document.
La procédure est décrite à l'article 5.4.3 du présent document.

En cas de rupture sans proposition de produit de substitution, ou en cas de produits de substitution non-conformes, le titulaire peut encourir des pénalités selon les modalités décrites à l'article 8.1 du présent document. Le non-respect de ces modalités fait également encourir au titulaire le droit de s'approvisionner aux frais et risques de celui-ci conformément à l'article 8.2 du présent CCP.

5.4.2. PRIX PROMOTIONNELS

Le titulaire de chaque accord-cadre à bons de commande a la faculté de proposer au pouvoir adjudicateur des remises exceptionnelles ou prix promotionnels.

5.4.3. REFERENCEMENT DE NOUVEAUX PRODUITS

Le titulaire ou les formations clientes (GSC/Pôle Toulon/Succursale logistique vivres) peut également proposer au pouvoir adjudicateur des nouveaux produits (correspondant à l'objet de l'accord-cadre à bons de commande) dans la limite de 10% du montant estimatif de ce dernier.

Le processus de référencement des nouveaux produits est géré directement entre le titulaire de l'accord-cadre à bons de commande et le pouvoir adjudicateur (ou son représentant). Il doit toutefois respecter les conditions suivantes :

- le titulaire renseigne le « tableau de demande de référencement de nouveaux produits » fourni en annexe 5 du présent CCP sur la partie qui le concerne ;
- le pouvoir adjudicateur accepte ou refuse les nouveaux produits ; l'acceptation est notifiée par ordre de service ;
- les produits retenus peuvent alors être proposés aux formations clientes (GSC/Pôle Toulon/Succursale logistique vivres) par le titulaire de l'accord-cadre à bons de commande.

5.5. MODIFICATIONS EVENTUELLES DES REFERENTIELS PRODUITS OU FOURNISSEUR

Les données communiquées par le fournisseur doivent être fiables et cohérentes avec la réalité, afin d'assurer une bonne gestion des approvisionnements.

Toute modification du référentiel produit (caractéristiques, conditionnement, etc.) ou fournisseur doit être transmise au pouvoir adjudicateur au plus tard 45 jours calendaires avant la date de changement souhaitée, par courrier électronique ou voie postale. En cas d'urgence justifiée, la modification doit être signalée au plus tard 15 jours avant le changement. Toute modification des fiches techniques et/ou des photos doit également être transmise 45 jours calendaires avant le changement.

Ce délai peut être ramené à 15 jours calendaires en cas d'urgence dûment justifiée par le titulaire et validée par le pouvoir adjudicateur.

Le non-respect de ces délais entraîne le paiement d'une pénalité forfaitaire (cf. art. 8.1 du présent CCP).

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de refuser les modifications substantielles, voire de résilier l'accord-cadre à bons de commande en fonction de l'importance des changements proposés par le titulaire.

Après accord des deux parties, le pouvoir adjudicateur intègre dans son catalogue les nouveaux éléments du référentiel et en informe le titulaire.

5.6. CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

Les articles fournis sont conformes à la réglementation ainsi qu'aux normes françaises et européennes en vigueur.

5.6.1. LES PRODUITS

5.6.1.1. DESCRIPTIONS

Le présent accord-cadre concerne la fourniture d'alcools et spiritueux, dénommées ci-après « les produits ».

La prestation comprend l'emballage et la livraison (déchargement compris) de ces fournitures directement sur le site des unités navigantes (« le long du bord »), clients du GSC/POLE TOULON/SUCCURSALE LOGISTIQUE VIVRES.

Les produits doivent être conformes à la réglementation en vigueur, et notamment au règlement CE n°110/2008 du 15/01/2008, aux recommandations du GEM RCN, aux codes des usages professionnels, aux normes applicables, aux règlements européens pour les produits issus de l'agriculture biologique s'il y a lieu et aux spécifications particulières détaillées dans les libellés de l'annexe 1 à l'acte d'engagement, complétés par les fiches techniques remises par le titulaire.

Pour chacun des produits proposés, la fiche technique détaillée est fournie (récente avec sa date de validation de préférence) comportant notamment, l'origine des matières premières, la liste des ingrédients avec leur proportion en pourcentage, le degré d'alcool, le volume net, les mentions légales (pictogramme...), les mentions réglementaires relatives aux allergènes potentiels, la mention « sans OGM » et « sans ingrédient ionisés », les préconisations du fabricant ou importateur en matière de conservation et de mise en œuvre pour chaque produit, les valeurs énergétiques et nutritionnelles.

5.6.1.2. CONDITIONNEMENT ET ETIQUETAGE

Les opérations de conditionnement, d'emballage et d'étiquetage doivent être réalisées conformément à la réglementation en vigueur. Le conditionnement unitaire présenté en vue de la vente est aussi appelé contenant ou préemballage.

Conditionnement

Les produits sont présentés dans un conditionnement (emballage primaire). Ils sont mis à disposition dans un emballage de regroupement (emballage secondaire) de type commercial, présentant une résistance mécanique suffisante pour permettre le transport et le stockage des produits sur palettes, ainsi que les manutentions lors de la distribution des produits.

Il est à noter que le présent accord cadre concerne des produits qui sont commandés en petites quantités tout au long de la durée d'exécution. Cette spécificité nécessite par conséquent des emballages de regroupement restreints en accord avec le minimum de commande indiqué par le titulaire.

Les emballages et matériaux de conditionnement utilisés doivent être inertes et agréés au contact alimentaire : ils ne doivent céder aucune quantité d'élément provenant de leurs constituants susceptibles de modifier anormalement la composition de l'aliment et, notamment, d'en altérer les caractéristiques organoleptiques ou de communiquer une odeur particulière. Si nécessaire, une protection extérieure devra être prévue pour éviter tout endommagement lors du transport.

Outre la résistance mécanique, le matériau du colis (emballage de regroupement) doit présenter une résistance à l'humidité.

Etiquetage

Chaque colis présente une étiquette reprenant les mentions légales obligatoires prévues par le code de la consommation et le règlement 1169/2011; le cas échéant, la liste des allergènes, les conditions particulières de conservation, d'utilisation et notamment les précautions d'emploi sont indiquées ainsi que les autres mentions obligatoires prévues par les dispositions réglementaires relatives à certains produits.

Pour permettre l'identification des colis en réception, les étiquettes colis sont lisibles sur leurs faces extérieures. Si besoin, le sens du colis est indiqué et lisible (exemple : haut/bas) ainsi que les conditions spécifiques s'il y a lieu (exemple : non gerbable, fragile).

Chaque colis doit comporter pour les références en poids fixe :

- Option A :

- Code barre EAN13 normé EAN 128 avec la présence des chiffres en clair permettant de reconnaître le produit ;

- Le code EdA en clair ou à défaut le code du titulaire de l'accord-cadre à bons de commandes ;
 - Le libellé court EdA ou à défaut le libellé du titulaire de l'accord-cadre à bons de commandes.
- Option B :
- Code barre en DUN 14 ou EAN 128 avec la présence des chiffres en clair permettant de reconnaître le produit et l'unité de regroupement dont il s'agit ;
 - Le code EdA en clair ou à défaut le code du titulaire de l'accord-cadre à bons de commandes ;
 - Le libellé court EdA ou à défaut le libellé du titulaire de l'accord-cadre à bons de commandes.
- Option C :
- Plusieurs codes-barres en EAN 128 non combiné avec la présence des chiffres en clair, définissant complètement le produit, l'unité de regroupement, la DLC ou la DDM, la référence de lot selon le modèle suivant :
 - Rubrique (01) ou (02) : DUN 14 ou GTIN de l'article ;
 - (15) ou (17) : DLC ou DDM ;
 - (10) : référence du lot.
 - Le code EdA en clair ou à défaut le code du titulaire de l'accord-cadre à bons de commandes ;
 - Le libellé court EdA ou à défaut le libellé du titulaire de l'accord-cadre à bons de commandes.

Chaque palette doit comporter :

- Option A :
- Une étiquette transport précisant *a minima* :
 - les nom et adresse de l'expéditeur ;
 - les nom et adresse du destinataire ;
 - la date de livraison au destinataire ;
 - le nombre de colis sur la palette ;
 - le poids de la palette en kg (transport).
- Option B :
- L'étiquette transport de l'option A
 - Une fiche de reconnaissance palette (étiquette EAN 128 combiné)
 - Pour les palettes mono-références :
 - Rubrique (01) ou (02) : DUN 14 ou GTIN de l'article ;
 - (15) ou (17) : DLC ou DDM ;
 - (37) : quantité en première unité de regroupement logistique (exemple : nombre de colis) ;
 - (10) : référence lot ;
 - (00) : SSCC ;
 - Pour les produits à poids variable, indiquer le poids de la palette, rubrique (3103).
 - Pour les palettes multi-références / multi DLC/DDM, par référence et par DLC/DDM :
 - Rubrique (01) ou (02) : DUN 14 ou GTIN de l'article ;
 - (15) ou (17) : DLC ou DDM ;
 - (37) : quantité en première unité de regroupement logistique (exemple : nombre de colis) ;
 - (10) : référence lot ;
 - (00) : SSCC ;
 - Pour les produits à poids variable, indiquer le poids de la palette, rubrique (3103).

Les différentes références d'une palette multi-références sont physiquement séparées par un **intercalaire**.

Dans le cas où des palettes multi-dates sont constituées, mention en est faite sur les documents de livraison et les différentes DLC/DDM sont physiquement séparées par un **intercalaire**.

Exemple d'étiquette palette attendue :

Client (Expéditeur)		Client (Dest. Final)	
610 TRANSPORTEUR CHEVILLY		MWM FRAIS FR69 700	
From (Expéditeur)		To (A. Liner A)	
Date/Day (Expéditeur)		Date/Day (A. Liner A)	
08/03/2007 à 09H		08/03/2007 à 22H	
A. Liner Pa		Liner Pa	
TRANSPORTEURS		694	
Palet (Palets)	Count (Cm)	Net Weight (Net)	
2 / 2	50 / 90	500 Kg	
Shipment (N. Expéditeur)			
Order Number (N° Cnct)		Palet	
31473_69700		2075525	
Ship Loc (Dest. Final)			
CONTENT : 03011360037442 / SAUCE SALADE Sauce salade pingouin			
Use by :	Batch (Lot)	Count :	
15/12/2007	LÔT 69007	50	
DEC. Palet : 036022660085937601			
			
(02)03011360037442(17)071215(37)50(3103)500000			
			
(00)036022660085937601(10)LOT_69007			

Dans le cadre des mesures de sûreté sanitaire, l'étiquetage des conditionnements, des colis et des palettes ne doit pas faire apparaître de mention permettant d'identifier le ministère des armées comme client des denrées livrées.

Palettisation

Le titulaire doit utiliser des palettes qui présentent une résistance mécanique suffisante pour permettre le transport, le stockage et les manutentions successives et ne pas constituer une cause de danger pour le personnel de conduite, de manutention, pour les autres marchandises, pour les engins de transport et de manutention ou les tiers.

Celles-ci respectent de préférence le format 80 x 120 cm ou à défaut 100 x 120 cm. Les marchandises sont directement palettisées sur ces supports. La hauteur maximum est de 150 cm palette comprise.

Les palettes doivent être filmées avec un film transparent.

Conditions de transport

Les produits sont transportés conformément aux dispositions réglementaires en vigueur (agrément des engins de transport, conditions de transport, etc.).

Les engins de transport sont clos et verrouillés au cours du transport, l'ouverture des portes n'étant autorisée qu'au moment de la livraison. Les camions complets à destination de la plateforme logistique de Nemours sont munis de plombs numérotés au départ de l'établissement de livraison.

5.6.2 SYSTEME DE MANAGEMENT DE LA QUALITE ET CONTROLES DU SITE PAR LE POUVOIR ADJUDICATEUR

Système de management de la qualité

Le titulaire doit avoir mis en place un système de management de la qualité permettant d'assurer la sûreté et la sécurité sanitaire des aliments.

Le système de management doit, au minimum, démontrer l'efficacité des points ci-après:

- Responsabilités et engagements de la direction

- Gouvernance et engagement : la direction doit veiller à ce que les employés soient conscients de leurs responsabilités en matière de sécurité et de qualité des produits, et que des mécanismes soient instaurés pour vérifier l'efficacité de leurs actions ;
- Audit interne: le titulaire doit mettre en place un programme efficace d'audits internes. Le périmètre et la fréquence des audits internes doivent être définis et justifiés par une évaluation des risques.
- Amélioration continue : les actions correctives doivent être clairement formulées, documentées et mises en place, dès que possible, pour éviter la réapparition des non-conformités.
- Gestion du personnel : les exigences sur l'hygiène personnelle doivent être mises en place et appliquées par tout le personnel concerné ainsi que par les prestataires externes et les visiteurs.
- Référencement et évaluation des fournisseurs/sous-traitants/prestataires.
- Plan de contrôle analytique des matières premières et des produits finis.
- Process de production et autocontrôles :
 - Etude HACCP
 - Autocontrôles de production et surveillance des CCP
- Traçabilité :
 - Conformément à la réglementation, toutes les dispositions sont prises afin que soient tracés et connus tous les éléments des étapes de la réception, la production, la transformation et la distribution; et que soient connues la provenance et la destination immédiate des produits entreposés et gérés logistiquement. Le titulaire est en mesure et sur demande de l'EdA de communiquer toutes les informations concernant les lots utilisés pour l'EdA, que cela concerne les lots des matières premières ou ceux des produits finis. Le titulaire s'engage à fournir les informations de traçabilité amont et aval, sous un délai de 4 heures maximum.
- Procédure de gestion des corps étrangers
- Procédure de gestion des risques et plan de continuité d'activité
- Procédure de gestion des produits non conformes
- Procédure de gestion des retraits-rappels
- Mise en place d'un VACCP et d'un test intrusion (l'article 5.6.3 présente en détail les spécifications requises)
- Mise en place de mesures de cybersécurité

Le titulaire met en œuvre un plan de maîtrise sanitaire associé à un **plan d'autocontrôles** analytiques portant sur les matières premières utilisées et sur les produits livrés.

Le plan d'autocontrôles est défini selon les dispositions du plan de maîtrise sanitaire du titulaire lui-même élaboré sur la base des principes de la méthode HACCP (analyse des dangers, points critiques pour leur maîtrise).

Lorsqu'elles s'appliquent à des critères réglementaires de sécurité ou d'hygiène des procédés, les analyses respectent les méthodes spécifiées par la réglementation.

Pour les critères non définis par voie réglementaire mais d'application volontaire ou spécifiés dans les notices techniques, les méthodes doivent être normalisées, ou être validées par rapport aux méthodes de référence, si elles existent.

Toute non-conformité doit donner lieu à la mise en œuvre d'actions correctives dûment enregistrées.

Contrôles qualité :

Des contrôles inopinés sans préavis peuvent être réalisés par le pouvoir adjudicateur, le service de santé des armées (SSA) ou le GSC/POLE TOULON/SUCCURSALE LOGISTIQUE VIVRES de Toulon sur le(s) site(s) de fabrication ou d'entreposage du titulaire.

Le titulaire de l'accord-cadre prend toutes les mesures nécessaires pour faciliter l'accès des représentants du pouvoir adjudicateur et des vétérinaires du service de santé des armées à l'ensemble des sites de production et, notamment, aux sites de fabrication des denrées à risques sanitaires particuliers. Les responsables des sites de

production doivent fournir aux représentants du pouvoir adjudicateur, sur demande expresse de celui-ci, tout document relatif aux conditions de fabrication et à leur traçabilité.

Ces contrôles peuvent, comme pour les expertises techniques vétérinaires, donner lieu à des rapports mentionnant les défauts constatés et prescrivant des mesures correctrices.

Le titulaire de l'accord-cadre doit opérer ces corrections dans le délai prescrit.

À défaut, après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception, le pouvoir adjudicateur peut procéder à la résiliation de l'accord-cadre conformément aux dispositions décrites dans le CCP.

5.6.3. PROTECTION DE LA CHAÎNE ALIMENTAIRE CONTRE LES RISQUES D' ACTIONS MALVEILLANTES, CRIMINELLES OU TERRORISTES

Le titulaire s'engage à participer à la mobilisation des professionnels de l'alimentation contre les risques d'actions malveillantes, criminelles ou terroristes, notamment dans le cadre de l'approvisionnement des armées. Il utilise le guide officiel « Guide des recommandations pour la protection de la chaîne alimentaire contre les risques d'actions malveillantes, criminelles ou terroristes (mis en ligne sur le site de la DGAL) » destiné à sensibiliser son personnel et ses fournisseurs afin de définir les mesures préventives les plus pertinentes contre les actions malveillantes, criminelles ou terroristes.

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les mesures décrites dans le guide des recommandations pour la protection de la chaîne alimentaire contre les risques d'actions malveillantes, criminelles ou terroristes – document interministériel de janvier 2014.

Pour cela, le titulaire fournit en complément de la lettre de la direction dans laquelle elle s'engage à respecter les recommandations du guide DGAI :

- soit un document attestant de la certification de cette démarche food defense (IFS, BRC, PAS 96, ISO 22000...)
- soit un descriptif des mesures en place.

Cette démarche peut être audité à tout moment par le pouvoir adjudicateur ou son représentant.

Le titulaire s'engage, sauf exigences particulières :

- à ne pas faire apparaître sur le conditionnement, l'étiquetage, l'emballage et les palettes des produits, toute mention permettant d'identifier clairement le ministère des armées comme client.
- à fournir des produits dont le conditionnement et éventuellement l'emballage sont conçus de manière à pouvoir détecter facilement leur ouverture (cartons scotchés, bagues d'inviolabilité, opercules..).

En cas d'alerte sanitaire sur l'un des produits, le titulaire s'engage à prévenir l'ensemble de la formation cliente (annexe 1 au CCP) ainsi que le service qualité de l'Economat des Armées.

EN SEMAINE (heures ouvrables)

Nom / Prénom	Fonction	Tel fixe	Email
LE QUILLEUC Solenn	Responsable qualité	01 49 42 43 37	alertes.sanitaires@economat-armees.fr
LEMOINE Thierry	Conseiller vétérinaire	01 49 42 64 56	
LE ROCH Nolwenn	Chef de produit	01 49 42 84 09	

WEEK-ENDS ET JOURS FERIÉS

Nom / Prénom	Tel fixe	Portable	Email
Officier de permanence	-	06 37 08 58 36	alertes.sanitaires@economat-armees.fr

ARTICLE 6 - MODALITÉS DE LIVRAISON

6.1. CONDITIONS DE LIVRAISON

6.1.1. CONDITIONS GENERALES

Les livraisons s'effectuent, franco de port et d'emballage, aux adresses indiquées à l'annexe 1 au présent CCP.

Le titulaire de l'accord-cadre à bons de commande livre les produits aux formations clientes (GSC/Pôle Toulon/Succursale logistique vivres) dans les conditions définies ci-après :

- **Les livraisons sont effectuées selon les quantités de commande exigées ; la formation cliente Du GSC/Pôle Toulon/Succursale logistique vivres ne gère pas les reliquats et toute livraison ne correspondant pas aux quantités commandées est refusée.**
- **Le titulaire doit impérativement respecter les délais de livraison indiqués dans l'annexe 1 à l'acte d'engagement.**
- **Le titulaire doit s'assurer auprès du client des moyens nécessaires à la livraison « le long du bord » des bateaux.**

Accès aux sites sécurisés : le GSC/Pôle Toulon/Succursale logistique vivres étant un site sensible, l'accès peut être réglementé. Il appartient au titulaire de mettre tout en œuvre afin de se mettre en conformité avec les éventuelles contraintes d'accès et de circulation intérieure du site client. Un formulaire (annexe XX) de protocole de sécurité devra être renseigné obligatoirement avant de débiter la prestation.

6.2. PROCESSUS DE LIVRAISON

Les opérations de conditionnement, d'emballage et d'étiquetage sont réalisées conformément à la réglementation en vigueur. Outre les mentions d'étiquetage des conditionnements unitaires, chaque colis porte une étiquette reprenant les mentions légales obligatoires prévues par le code de la consommation (art. R-112) ; le cas échéant, la dénomination, la liste des allergènes, les conditions particulières de conservation, d'utilisation et notamment les précautions d'emploi sont indiquées ainsi que les autres mentions obligatoires prévues par les dispositions réglementaires spécifiques à certains produits. Dans le cadre des mesures de sûreté sanitaire, l'étiquetage des conditionnements, des colis et des palettes ne doit pas faire apparaître de mention permettant d'identifier le ministère des armées comme client des denrées livrées.

6.2.1. HORAIRES DE LIVRAISON

Les jours et heures de livraison sont déterminés, après notification, par accord entre le titulaire et Le GSC/Pôle Toulon/Succursale logistique vivres. Deux impératifs doivent être conciliés : d'une part, un approvisionnement régulier de la formation cliente qui doit s'efforcer de massifier ses commandes en tenant compte de ses capacités de stockage et, d'autre part, la nécessité d'organiser des tournées de livraisons cohérentes permettant d'optimiser les coûts de transport. La prise en compte du bilan carbone conduit également à la recherche d'une optimisation des tournées.

6.2.2. BONS DE LIVRAISON

Toute livraison doit être accompagnée d'un bordereau de livraison. En l'absence de ce dernier, la livraison est refusée par la formation le GSC/Pôle Toulon/Succursale logistique vivres. Le bordereau de livraison est établi en 3 exemplaires : 1 pour le GSC/Pôle Toulon/Succursale logistique vivres, 1 pour le client du GSC et 1 pour le titulaire. Ces bordereaux de livraison devront être émargé avec le nom de la personne et la signature

Le bordereau de livraison doit comporter :

- les coordonnées de la société ;
- les références de l'accord-cadre à bons de commande ;
- les références de la commande et la date de commande ;
- l'identification de la formation cliente du GSC/Pôle Toulon/Succursale logistique vivres ;
- les codes articles ;

- les quantités livrées par article ;
- les montants unitaires des produits en euros HT et TTC ;
- le montant total à payer en euros HT et TTC ;
- la date de livraison ;
- la signature et le nom en toute lettre des représentants des parties (titulaire et formation cliente du GSC/Pôle Toulon/Succursale logistique vivres).

Un exemplaire du bon de livraison émargé doit être annexé à la facture pour son paiement.

Le titulaire établit un bon de livraison par commande.

Par dérogation à l'article 31 du CCAG/FCS, la signature du bon de livraison par le client vaut transfert de propriété des produits.

6.2.3. CONTROLES A LA LIVRAISON

Les opérations de vérification quantitative et qualitative sont effectuées lors de l'arrivée des produits sur le lieu de livraison finale.

En fonction des contrôles effectués par la formation cliente, celle-ci se réserve le droit de notifier au titulaire des réserves sur les produits dans un délai de 2 jours ouvrables suivant la date de la livraison sauf anomalies visibles à l'utilisation du produit qui peut avoir lieu plusieurs jours après la livraison.

Lors de l'ouverture des colis, et dans les 2 jours ouvrables suivants la date de la livraison, ou lors de leur utilisation ou si le client constate une défectuosité que le contrôle à la réception, qui ne peut pas être approfondi, n'a pas permis de déceler, il a la possibilité de refuser les marchandises concernées. Le GSC/Pôle Toulon/Succursale logistique vivres dresse un courriel au pouvoir adjudicateur (EDA) relatant l'incident.

Par dérogation à l'article 30.1 du CCAG/FCS et en fonction des contrôles effectués sur le quai de réception, le GSC/Pôle Toulon/Succursale logistique vivres se réserve le droit de notifier au titulaire des réserves sur les produits dans un délai de 2 jours ouvrables suivants la date de la livraison ou lors de leur utilisation.

Les produits facturés, mais constatés manquants ou détériorés lors du contrôle des produits, effectué par le destinataire final, font l'objet d'une annotation sur le bon de livraison.

Le GSC/Pôle Toulon/Succursale logistique vivres (dont la dénomination est indiquée sur le bon de commande) établit les contrôles suivants en réception :

- identité du titulaire (ou son sous-traitant logistique : à indiquer) ;
- respect du jour de livraison et de l'heure de rendez-vous ;
- conformité des documents de transport et de livraison ;
- conformité de la livraison par rapport à la commande confirmée ;
- comptage des supports par référence (colis, palettes, etc.) ;
- état apparent des colis ;
- autres contrôles spécifiques en fonction de l'urgence ou des spécificités des produits ;

En cas de rejet, par dérogation à l'article 30.4 du CCAG FCS, le titulaire fait connaître par retour s'il souhaite reprendre la marchandise ou s'il demande au GSC/Pôle Toulon/Succursale logistique vivres de procéder à sa destruction et doit indiquer dans ce cas les conditions et procédures règlementaires à suivre. Les frais de reprise ou de destruction de la marchandise sont à la charge du titulaire. La reprise, si elle est choisie par le titulaire, doit être opérée sous 15 jours calendaires à compter de la demande au plus (sous réserve de la possibilité technique de conserver les produits défectueux). Passé ce délai, le GSC/Pôle Toulon/Succursale logistique vivres procédera à la destruction des produits concernés.

6.2.4. RESPONSABILITE DU TITULAIRE

Le titulaire demeure responsable des produits jusqu'à leur livraison. Toute clause contraire mentionnée sur un bon de livraison, une facture ou tout autre document est réputée non écrite.

Le transfert de propriété entre le fournisseur et la formation cliente du GSC/Pôle Toulon/Succursale logistique vivres est effectif lors de la signature du bon de livraison ou CMR par les deux parties.

Le titulaire déclare avoir souscrit une police d'assurance couvrant ses risques d'exploitation. À chaque demande du pouvoir adjudicateur, le titulaire est tenu de produire une attestation de cette assurance. Cette attestation doit indiquer le type de garantie, la nature des risques et sa période de validité. Le défaut de production dans un délai d'un mois à compter de la demande du pouvoir adjudicateur de cette attestation constitue une faute grave.

ARTICLE 7 - MODALITÉS FINANCIÈRES

7.1. CHOIX DU MODE DE REGLEMENT

Le mode de règlement est celui indiqué dans l'acte d'engagement : règlement par carte achat.

7.2. FACTURATION

Le règlement des commandes est effectué directement par le GSC/Pôle Toulon/Succursale logistique vivres auprès du titulaire en cas de paiement par carte achat ou par la PFC en cas de paiement par virement.

L'annexe 1 au présent document précise les responsables de la chaîne des engagements, liquidations et paiements des commandes.

Conformément à l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, les factures transmises au GSC/Pôle Toulon/Succursale logistique vivres doivent l'être sous forme dématérialisée via le portail sécurisé Chorus factures (<https://chorus-factures.budget.gouv.fr>)

Les factures sont valorisées en euros TTC uniquement. Les clients du GSC/Pôle Toulon/Succursale logistique vivres (bâtiments armés) n'étant pas soumis aux taxes, la facture HT est égale à la facture TTC.

Outre les mentions légales, chaque facture doit comporter les indications suivantes :

- les nom et adresse de l'autorité émettrice du bon de commande ;
- l'identité du destinataire final ;
- le numéro et date de notification de l'accord-cadre à bons de commande ;
- le numéro et date du bon de commande correspondant à cette facture ;
- les nom et adresse du titulaire de l'accord-cadre à bons de commande (dont le numéro SIREN/SIRET) ;
- le numéro du compte bancaire ou postal du titulaire de l'accord-cadre à bons de commande, tel qu'il figure à l'acte d'engagement du présent accord-cadre à bons de commande ;
- les dates, horaires, nature des prestations et prix unitaire TTC ;
- le montant total TTC ;
- les dates d'émission de la facture, signature et cachet du titulaire.

7.3. MODALITES DE REGLEMENT

Le virement se fait au profit du compte bancaire ou postal du titulaire ou par carte achat.

Le paiement de la facture intervient dans un délai de trente (30) jours à compter de la date de réception de la facture conforme, ou sous quatre (4) jours en cas de paiement par carte achat, sous réserve de l'admission des produits par la formation cliente (GSC/Pôle Toulon/Succursale logistique vivres).

7.4. INTERETS MORATOIRES

A défaut de paiement dans les délais fixés à l'article 7.3 à compter de la date de réception de la facture conforme, des intérêts moratoires sont dus.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement incluse.

En outre, le bénéficiaire des prestations n'ayant pas honoré son paiement dans les délais est tenu de régler une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement dont le montant est fixé à 40 euros.

7.5. NANTISSEMENT

Le titulaire a la possibilité de demander au pouvoir adjudicateur (EdA), les pièces nécessaires pour une remise de l'accord-cadre à bons de commande en nantissement. Toute cession de créances est alors directement notifiée au comptable de l'autorité en charge de l'exécution de l'accord-cadre à bons de commande par l'établissement cessionnaire.

7.6. ACOMPTES ET AVANCES

Ni acompte ni avance ne sont versés.

7.7. REMUNERATION DE L'EDA AU TITRE DE L'INTERMEDIATION CONTRACTUELLE

Elle se compose d'un pourcentage sur le chiffre d'affaires TTC réalisé chaque trimestre.

Le pourcentage de rémunération est indiqué à l'annexe 1 à l'acte d'engagement pour chaque lot.

Le chiffre d'affaires est le produit de la fourniture, à la formation cliente de l'EdA, de l'ensemble des marchandises commandées sur le marché de l'attributaire, aux prix validés et pratiqués sur la période concernée. L'ajout ou la substitution de produits doivent être incorporés dans la déclaration du chiffre d'affaires du titulaire.

7.7.1. PROCEDURE

- ***Déclaration de chiffres d'affaires***

Le titulaire doit fournir trimestriellement, dans les 20 jours ouvrés suivant la fin du trimestre concerné, sous forme de fichier de type EXCEL les annexes 3 et 4 au présent document avec différentes données à indiquer. Les données financières sont en euros TTC.

Ces documents doivent donner le même total.

Ces données sont adressées à la cellule IC de l'EdA, à l'adresse suivante :

laura.noury@economat-armees.fr

- ***Émission de la facture***

Le titulaire transmet l'annexe 3 et 4, les « annexes reporting » à l'attention de Mme Laura Noury « laura.noury@economat-armees.fr ».

- ***Mode de paiement***

À réception des éléments mentionnés ci-dessus, le pouvoir adjudicateur émet une facture.

Le titulaire règle les factures à l'EdA dans un délai de 60 jours calendaires suivant la date d'émission de la facture.

Le paiement intervient par virement bancaire, rappelant les numéros et date de facture ou par chèque à l'ordre de l'Econamat des Armées.

En cas de défaut de paiement et après plusieurs relances, l'EdA se réserve la possibilité d'initier une procédure de recouvrement par voie d'huissier.

En cas de retard, défaut ou reliquat de paiement de la part des clients, le paiement de l'intermédiation contractuelle se fait au prorata des sommes perçues par le titulaire.

- ***Contrôle des éléments communiqués***

Le titulaire adresse à l'EdA par courrier recommandé avec AR, une fois par an dans le courant du 1^{er} semestre suivant l'année écoulée, à l'attention de la Direction des Achats, une attestation de son Expert-Comptable ou Commissaire aux Comptes certifiant le chiffre d'affaires réalisé au cours de l'année N.

- ***Intérêts moratoires***

À défaut de paiement dans les 60 jours calendaires suivant la date d'émission de la facture, des intérêts moratoires sont dus.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

En outre, le titulaire n'ayant pas honoré son paiement dans les délais est tenu de régler une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement dont le montant est fixé à 40 euros.

7.7.2. DEFAUT DE DECLARATION

- ***Déclaration erronée***

- En cas de surestimation du chiffre d'affaires : l'EdA établit un avoir correspondant au trop perçu sur le trimestre précédent.
- En cas de sous-estimation du chiffre d'affaires : l'EdA établit une facture complémentaire majorée d'une pénalité de 10% basée sur la totalité des sommes certifiées sur le trimestre concerné.

- ***Défaut de déclaration***

Dans le cas où le titulaire omet de communiquer au pouvoir adjudicateur dans les délais susmentionnés le CA du trimestre écoulé, le titulaire est passible de la pénalité prévue à l'article 8.1. du présent document.

ARTICLE 8 – SANCTIONS – LITIGES – CONSIGNES DE SÉCURITÉ
--

8.1. SANCTIONS ET PENALITES

Les manquements constatés dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre sont notifiés au titulaire et peuvent donner lieu à des sanctions listées ci-dessous.

Manquement	Manquement mineur ou premier manquement	Manquement mineur répété Ou manquement majeur	Manquement majeur répété	Manquements listés à l'article 8.1	Défaillance temporaire du titulaire	Défaillance du titulaire sans issue
Sanction	Avertissement écrit	Rappel obligations contractuelles et plan d'actions	Mise en demeure	Pénalités forfaitaires ou selon formule de calcul (cf. article 8.1)	Frais et risques	Résiliation (après 2 mises en demeure)
Type d'acte de notification au titulaire	Courriel	Courrier	Courrier	Courrier	Courrier	Courrier

Taux de service non atteint	<p>Le titulaire s'engage à un taux de service de 96%. Le taux de service est calculé de la manière suivante : nombre de colis livrés / nombre de colis commandés</p> <p>Si le taux de service est inférieur à 96%, il est fait application de la pénalité suivante :</p> <p>$P = V \times 10\%$</p> <p>Avec :</p> <p>P = montant de la pénalité ;</p> <p>V = chiffres d'affaires mensuel HT relatif à l'article ou aux articles non livrés.</p> <p>Un minimum forfaitaire de 300 € HT de pénalité est exigible pour couvrir les frais de traitement</p>
Modification fautive du référentiel produit	<p>Toute modification du référentiel produit en dehors de la procédure décrite à l'article 5 du présent document entraîne le paiement d'une pénalité forfaitaire de 300 € HT par produit modifié.</p> <p>L'application de cette pénalité n'est pas exclusive des autres dispositions prévues à l'article 5 du présent CCP notamment du droit que se réserve le pouvoir adjudicateur de refuser toute modification qu'il juge substantielle, voire de résilier l'accord-cadre à bons de commande en fonction de l'importance des changements proposés par le titulaire.</p>
Non-conformité	<p>En cas de non-conformité d'un produit au regard de sa fiche technique, suite à analyses microbiologiques et physicochimiques ou tout autre motif dument constaté par le pouvoir adjudicateur une pénalité de 300 € HT par produit est appliquée.</p> <p>Si ces non-conformités sont imputables au titulaire, ce dernier a la possibilité de reprendre les produits non-conformes dans un délai de 10 jours ouvrés maximum après notification quel que soit leur lieu d'entreposage (plateforme logistique ou formation cliente).</p>

générale	<p>Si la reprise nécessite le transport des produits non-conformes (par exemple de la formation cliente jusqu'à la plateforme du prestataire logistique ou à un de ses hubs régionaux), les frais de transport sont à la charge du titulaire.</p> <p>À défaut, la destruction est de facto réalisée par l'EdA ou son représentant. La facture de ladite destruction sera à la charge du titulaire. Elle sera déduite automatiquement de la facture suivante.</p>
Alerte sanitaire	En cas de retrait /rappel dans le cadre d'une alerte sanitaire imputable au titulaire, une pénalité forfaitaire de 500 € HT est appliquée
Dispositions communes	<p>Toutes les pénalités sont facturées sans mise en demeure préalable soit par note de débit, soit par demande d'avoir, soit par facturation. Elles sont déduites automatiquement du compte du titulaire nonobstant la clause de résiliation de l'accord-cadre à bons de commande aux torts du titulaire.</p> <p>Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG/FCS, ces pénalités s'appliquent quel que soit leur montant. Les pénalités peuvent se cumuler dans la limite maximum de 20% du montant total HT du (des) bon(s) de commande litigieuse.</p>
Défaut de déclaration du CA	<p>En cas de défaut de déclaration du CA, il est fait application de la pénalité suivante :</p> <p>Une astreinte de 100€ par jour de retard.</p> <p>En cas de déclaration erronée du CA, l'EdA établit soit un avenant en cas de surestimation soit une facture complémentaire majorée de 10% en cas de sous-estimation du CA.</p>

8.2. EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES

Le pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations de fournitures prévues par l'accord-cadre à bons de commande, aux frais et risques du titulaire, soit en cas de mauvaise exécution soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation (absence totale ou partielle de fournitures, fourniture non conforme, etc.) qui, par sa nature, ne peut souffrir d'aucun retard, soit en cas de ruptures prolongées, soit en cas de résiliation de l'accord-cadre à bons de commande prononcée aux torts du titulaire.

Le titulaire de l'accord-cadre à bons de commande n'est pas admis à prendre part, ni directement, ni indirectement, à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques. Il doit cependant fournir toutes informations recueillies et moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre à bons de commande initial et qui seraient nécessaires à l'exécution de cet accord-cadre à bons de commande par le tiers désigné par le pouvoir adjudicateur.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix de l'accord-cadre à bons de commande, résultant de l'exécution des prestations de fournitures aux frais et risques du titulaire, est à la charge du titulaire.

Des frais administratifs sont facturés dans tous les cas au titulaire défaillant soit 10% du montant TTC des fournitures concernées par l'exécution des frais et risques avec un minimum de perception de 500 euros HT.

8.3. RESILIATION

8.3.1. Résiliation de plein droit

La résiliation est prononcée de plein droit, lorsque le titulaire de l'accord-cadre à bons de commande se trouve dans l'impossibilité absolue d'en poursuivre l'exécution. Cette impossibilité peut se justifier dans deux situations :

- la force majeure qui met le titulaire dans l'impossibilité absolue de poursuivre l'exécution de l'accord-cadre à bons de commande, pour des raisons indépendantes de sa volonté et d'obstacles qui ne peuvent être surmontés ;
- la disparition du titulaire de l'accord-cadre à bons de commande (décès, faillite ou incapacité civile).

En cas de résiliation de l'accord-cadre à bons de commande, les parties sont responsables de la complète exécution de leurs engagements contractuels jusqu'à la date effective de la résiliation. Cette résiliation ne donne droit à aucune indemnité au profit du titulaire.

8.3.2. Résiliation d'un commun accord entre les parties

Les parties peuvent se mettre d'accord pour mettre fin à l'accord-cadre à bons de commande. Dans ce cas, elles établissent par écrit une date à laquelle la résiliation de l'accord-cadre à bons de commande est effective. En cas de résiliation de l'accord-cadre à bons de commande, les parties sont responsables de la complète exécution de leurs engagements contractuels jusqu'à la date effective de la résiliation. Cette résiliation ne donne droit à aucune indemnité au profit du titulaire.

8.3.3. Résiliation aux torts exclusifs du titulaire

La résiliation aux torts exclusifs du titulaire peut intervenir :

- en cas de non-respect des engagements contractuels par le titulaire ;
- dans les cas prévus à l'article 41 du Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG/FCS) ;
- dans l'hypothèse de non déclaration des chiffres d'affaires et/ou de non-paiement des commissions facturées par l'EdA et/ou de refus de fournir l'attestation de chiffre d'affaires, non exécutions répétées, défaillances ;
- en cas d'inexactitude des renseignements fournis par le titulaire lors de l'exécution de la prestation.

La résiliation intervient après la procédure de mise en demeure suivante : le pouvoir adjudicateur adresse préalablement au titulaire une mise en demeure précisant la sanction envisagée. Le titulaire dispose d'un délai de 15 jours calendaires pour présenter ses observations ainsi que les mesures envisagées. Si la mise en demeure reste infructueuse ou en cas de répétition de fautes du titulaire, le pouvoir adjudicateur prononce la résiliation de l'accord-cadre à bons de commande.

En cas de résiliation de l'accord-cadre à bons de commande, les parties sont responsables de la complète exécution de leurs engagements contractuels jusqu'à la date effective de la résiliation. Cette résiliation ne donne droit à aucune indemnité au profit du titulaire.

8.3.4. Autres cas de résiliation unilatérale par le pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur dispose toujours du droit de résilier unilatéralement l'accord-cadre à bons de commande pour un motif d'intérêt général dûment justifié auprès du titulaire. Dans ce cas, le pouvoir adjudicateur indique au titulaire la date à laquelle prend effet la résiliation.

En cas de résiliation de l'accord-cadre à bons de commande, les parties sont responsables de la complète exécution de leurs engagements contractuels jusqu'à la date effective de la résiliation. Cette résiliation ne donne droit à aucune indemnité au profit du titulaire.

8.4. CONSIGNES DE SECURITE

Le personnel du titulaire doit se conformer aux règles et consignes de sécurité appliquées sur les sites de livraison et se soumettre à d'éventuels contrôles. En cas de refus de leur part, le titulaire doit répondre des agissements de ses préposés conformément aux règles de droit commun.

Les véhicules affectés à la prestation peuvent faire l'objet de contrôles inopinés dans les cas suivants :

- à l'entrée du site, en cas de refus du contrôle, le véhicule en question ne peut pénétrer à l'intérieur de l'enceinte militaire ;

- à l'intérieur du site, sur saisine de l'autorité militaire et sans qu'il puisse lui être opposé un quelconque refus de la part du titulaire ;
- dans le cadre d'une enquête judiciaire.

En cas d'alerte (exercice ou réelle), quelle que soit sa nature, le personnel muni de son véhicule peut être appelé à quitter les lieux concernés et à se conformer aux instructions des responsables militaires présents.

L'inexécution des tâches contractuelles définies à la suite de telles alertes ne fait courir aucune pénalité de retard à la charge du titulaire de l'accord-cadre à bons de commande. Celui-ci ne peut prétendre à une quelconque indemnité de ce fait.

8.5. CONFIDENTIALITE

Toutes informations portées à la connaissance du titulaire et ayant trait aux pratiques du pouvoir adjudicateur et des formations clientes (GSC/Pôle Toulon/Succursale logistique vivres), aux produits et services qu'ils proposent, aux prix qu'ils pratiquent, à leur savoir-faire ou à leurs clients, constituent des informations confidentielles. Réciproquement, le pouvoir adjudicateur et les formations clientes s'engagent à la confidentialité des prix et de toute information relative aux pratiques professionnelles du titulaire et s'engagent à faire respecter la confidentialité des informations portées sur les bons de commande et les factures. Ces informations ne peuvent ni être divulguées ni être utilisées directement auprès d'un quelconque fournisseur.

Les parties doivent respecter la confidentialité des informations et ne doivent les divulguer à personne, à moins que leur divulgation n'ait été rendue obligatoire par une institution compétente.

Le titulaire est tenu de veiller à ce que tout support, notamment informatique, contenant des informations confidentielles soit conservé en bon état. Le titulaire doit être en mesure de détruire immédiatement les supports ou les remettre au pouvoir adjudicateur sur simple demande de ce dernier.

8.6. LITIGES

Dans le cas où les discussions entre le titulaire et les formations clientes concernées (GSC/Pôle Toulon/Succursale logistique vivres) ne peuvent pas aboutir à un commun accord concernant une rupture, il est possible de se référer à un tiers (ici le pouvoir adjudicateur) afin de concilier les parties par la mise en place de dispositions communes.

À défaut de règlement amiable, les éventuels litiges sont régis exclusivement par les lois et règlements français. Le droit applicable est le droit français. Le tribunal compétent est le tribunal administratif de Montreuil.

ARTICLE 9 – DEROGATIONS AUX ARTICLES DU CCAG/FCS

Article du CCP	Intitulé de l'article	Article(s) du CCAG
Article 2.1	Parties contractantes et bénéficiaires	Article 3.7
Article 2.2	Forme et nature de l'accord-cadre à bons de commande	Article 3.7
Article 3	Pièces de l'accord-cadre à bons de commande	Article 4.1
Article 5.2	Schéma d'exécution de l'accord-cadre à bons de commande	Article 3.7
Article 6.2.2	Bons de livraison	Article 31
Article 6.2.3	Contrôles à la livraison	Article 30.1 Article 30.4

Article 6.2.4	Responsabilité du titulaire	Article 31
Article 8.1	Sanctions et pénalités	Article 14.1
Article 8.2	Exécution aux frais et risques	Article 45
Article 8.3	Résiliation	Articles 38 à 40 et 42